

Le directeur de la RPA désormais poursuivi pour quatre chefs d'inculpation

RFI, 25-01-2015 Affaire de la RPA: que veut le pouvoir burundais ? Au Burundi, le ministre public est enfin sorti de son silence six jours après l'arrestation du directeur de la Radio publique africaine (RPA), la plus populaire des radios burundaises, accusé par le pouvoir de rouler pour l'opposition. Bob Rugurika est poursuivi désormais pour quatre chefs d'inculpation, «manquement à la solidarité nationale», «violation du secret de l'instruction de criminel» et surtout «complicité d'assassinat», le procureur général lui reproche d'avoir «protégé» un homme, qui a reconnu sur la RPA appartenir à un groupe recruté par de hauts responsables des services secrets burundais pour assassiner trois religieuses italiennes dans un quartier de Bujumbura, il y a quatre mois.

Le ministre public burundais pose donc ses conditions pour la libération du directeur de la RPA dans une déclaration lue devant la presse hier, une libération qui est réclamée de toutes parts. Inacceptable pour sa défense qui estime qu'elle donnera tous les éléments à sa disposition. Si on en croit cette déclaration, le procureur général de la République, Valentin Bagorikunda, croit dur comme fer que Bob Rugurika et sa célèbre station la RPA, savent exactement, ou pire cacheraient ce fameux témoin, qui reconnaît avoir gorgé de ses mains l'une des trois religieuses. Et donc, le ministre public n'hésite pas à poser sa condition pour une libération immédiate du journaliste. La porte-parole des tribunaux des parquets burundais, Agnès Bangiricenge : «Si cette personne venait à être mise à la disposition du ministre public, la minute même, Bob serait mis en liberté provisoire pour avoir coopéré avec la justice en lui apportant une personne clé pour la suite des enquêtes en cours». La défense du directeur de la RPA se dit très étonnée elle rappelle que pendant son interrogatoire, Bob Rugurika s'est montré coopératif et a donné toutes les informations à sa disposition, sur le groupe qui a assassiné - selon lui - les trois religieuses en septembre 2014. Me Etienne Ntiyankundiye exhorte le ministre public burundais à faire son travail : «Mais c'est une condition aberrante et inacceptable. Il n'est pas chargé de se mettre à la place du ministre public pour faire le travail à sa place. Je condamne personnellement la paresse du ministre public». Mais ici, beaucoup ici parlent d'un simple prétexte pour garder Bob Rugurika en prison. Ils estiment que le pouvoir burundais, qui croit avoir trouvé une faille dans le travail de sa bête noire, la RPA, ne va pas lâcher le morceau.